

BENOÎT YVERT

La Restauration

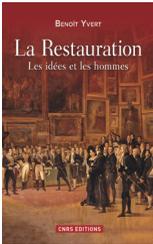
Les idées et les hommes



CNRS EDITIONS

Extrait de la publication

Présentation de l'éditeur



Assise sur une conception politique et mystique de la légitimité royale, croisant le cynisme de Talleyrand et le christianisme de Chateaubriand, période extraordinairement féconde en histoire politique et littéraire, la Restauration confronte trois générations : celle des survivants de l'Ancien Régime, celle des jeunes nés avec l'Empire, celle enfin des enfants de la révolution industrielle en devenir. Elle brasse les hommes et les pensées : romantiques contre classiques, gallicans contre ultramontains, ultras contre libéraux. Sans oublier la naissance des doctrinaires, l'invention du bonapartisme par la publication du *Mémorial de Sainte-Hélène* et celle du premier socialisme par les saint-simoniens. Reflet de ce bouillonnement, le passionnant essai de Benoît Yvert montre que tous les grands principes relatifs à la souveraineté ou à la séparation des pouvoirs sont alors posés et débattus...

De la Terreur blanche à la révolution de 1830, du double-jeu de Fouché aux théories institutionnelles de Chateaubriand, des origines de l'orléanisme à la pensée politique d'Auguste de Staël, cet ouvrage fait revivre une époque foisonnante où la liberté de ton n'avait d'égale que l'élévation de l'esprit et l'art – oratoire ou écrit – de les mettre en mots.

Historien et éditeur, ancien président du Centre national du Livre, spécialiste du XIX^e siècle, Benoît Yvert a notamment dirigé le Dictionnaire des ministres de 1789 à 1989.

Benoît Yvert

LA RESTAURATION

Les idées et les hommes

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche - 75005 Paris

Extrait de la publication

Ouvrage publié sous la direction éditoriale
de Guy Stavridès

Sommaire

<i>Préface</i>	9
<i>Repères chronologiques</i>	21
Les Terreurs blanches : essai sur une typologie des Terreurs (1795-1815)	27
La dernière pirouette manquée du régicide	45
Decazes et la politique du juste-milieu : « Royaliser la Nation, nationaliser la Royauté » (1815-1820)	55
Du roi constituant au roi citoyen : le ministère Polignac et la révolution de 1830 (août 1829-août 1830)	95
Aux origines de l'Orléanisme : les doctrinaires, <i>Le Globe</i> et les Bourbons	149
Un libéral oublié : la pensée politique d'Auguste de Staël ..	179
Deux conceptions opposées de la Charte : Chateaubriand et Bonald dans <i>Le Conservateur</i>	195
De la république selon Chateaubriand	205
La pensée politique de Joseph Fiévée	237
<i>Source des textes</i>	261

Préface

Née d'une défaite et morte d'une révolution, la Restauration peine à surnager au milieu du vide mémoriel qui recouvre globalement le XIX^e siècle. Le fracas de 1789, la violence de la Terreur et surtout la gloire de l'Empire l'ont éclipsée en amont, avant que les deux guerres mondiales et la geste gaullienne l'expédient dans les oubliettes de la mémoire collective. Assise sur une conception politique et mystique de la légitimité royale, croisant, pour aller vite, le cynisme de Talleyrand et le christianisme de Chateaubriand, la royauté selon la Charte a aussi beaucoup souffert de sa comparaison avec la royauté tout court en raison du déficit d'aura de ses deux monarques. En dépit de son intelligence, Louis XVIII n'a pas fait oublier Henri IV dont il se réclamait, tandis que Charles X a la réputation d'être un des souverains les plus bornés de notre histoire. Les deux frères de Louis XVI ont été aussi recouverts par le dolorisme mémoriel affectant leur aîné, constatation qui ne manque pas de sel quand on sait à quel point ils le méprisaient et l'ont affaibli par leurs critiques puis leur émigration durant la Révolution. Bref, la période peine à intéresser et, quand elle y parvient, c'est le plus souvent sous un jour défavorable, associé à une réaction royaliste portée par une camarilla d'illuminés et d'anciens émigrés avides de venger l'Ancien Régime. Le public averti aura reconnu les ultras que Barante, un des meilleurs esprits du temps, qualifiait de « jacobins blancs » et Napoléon plus crûment de « têtes à perruques ». Entre oubli et mépris, la parenthèse des années 1814-1830 fait bien figure de parent

pauvre, et il ne faut pas être grand clerc pour deviner qu'en 2014 les français s'intéresseront davantage au centenaire de la victoire de la Marne, qu'à celui de la promulgation de la Charte.

Et pourtant, pour quiconque fait l'effort de s'y plonger, il s'agit d'une des périodes les plus stimulantes de notre histoire. Certes, elle ne connut pas de véritable guerre – on lui doit cependant une expédition victorieuse en Espagne et la conquête d'Alger –, non plus que de drames, et sa fin peu reluisante sur les barricades des Trois Glorieuses a entaché la mystique royale du panache blanc d'Ivry. Mais elle sut, après vingt-cinq ans de guerres, civile et extérieure, garantir la paix à un pays exsangue et surtout inventer un modèle politique, celui de la monarchie constitutionnelle, vainement ébauché en 1791 et qui ouvrit un formidable espace de liberté d'expression inédit en France. La confrontation d'idées qui s'ensuivit, par la puissance des esprits en présence et l'universalité des thèmes qu'ils abordèrent, reste tout simplement sans équivalent dans notre histoire. Plus qu'une parenthèse, la Restauration fut une charnière extraordinairement féconde en histoire politique, littéraire et des idées. Confrontant trois générations : celle des survivants de l'Ancien Régime, des jeunes nés avec l'Empire, enfin des enfants de la révolution industrielle en devenir, elle brassa et confronta les hommes et les pensées : romantiques contre classiques, gallicans contre ultramontains, ultras contre libéraux sans oublier la naissance des doctrinaires, l'invention du bonapartisme par la publication du *Mémorial de Sainte-Hélène*, enfin, celle du premier socialisme dit utopique. Reflet de ce bouillonnement, la presse politique y connut son âge d'or, chaque parti ayant plusieurs organes attitrés où officiaient les plus grands écrivains d'un temps qui en connut pléthore. Les ultras lisaient *Le Conservateur* de Chateaubriand, Bonald, Fiévée et Lamennais ou *Le Drapeau blanc* de Martainville tandis que les libéraux se délectaient des articles de Benjamin Constant dans *La Minerve française* avant que Guizot et son jeune protégé Charles de Rémusat, que François Furet qualifiait à juste titre de « Saint-Simon du XIX^e siècle », pensent l'orléanisme en devenir dans les colonnes du *Globe*, qui vit également Sainte-Beuve fourbir sa plume de critique littéraire. Sans entrer dans une énumération

fastidieuse, rappelons que Balzac trouva dans la société de l'époque la matière de sa comédie humaine tandis que Stendhal peignit dans *Le Rouge et le Noir* la confrontation entre ultracisme déclinant et nostalgie impériale en devenir.

Un des attraits de la Restauration tient à l'union étroite entre littérature et politique qui la caractérise, et dont Paul Bénichou s'est fait l'incomparable historien dans *Le Sacre de l'écrivain*. Alors que les Lumières s'étaient, pour une large part, construites sur l'opposition entre les philosophes et le pouvoir, la Restauration rêva de fusionner les deux à l'image du romantisme qui chanta longtemps les charmes de la royauté retrouvée par la plume de son grand prêtre Chateaubriand. L'auteur de *De Buonaparte et des Bourbons* puis du *Congrès de Vérone* fut à la fois son théoricien et son ministre, avant d'inspirer la conversion du mouvement au libéralisme, conversion scellée par son meilleur disciple, Victor Hugo, dans son *Cromwell*, avant que la bataille d'*Hernani* ne préface les Trois Glorieuses.

Pour l'historien, l'apprentissage est certes long, eu égard à la richesse de la matière à assimiler, mais d'une exceptionnelle qualité, matrice d'un grand enrichissement personnel. Chaque école de pensée a mobilisé des maîtres du verbe, à la fois écrivains de génie, polémistes et théoriciens puissants. Joseph de Maistre et Bonald, ces « prophètes du passé » chers à Barbey d'Aurevilly, pensèrent l'ultracisme à l'aune du drame révolutionnaire, et posèrent les jalons de la future Action française. Chateaubriand, s'il évolua dans ses alliances, chercha inlassablement à réconcilier la royauté et la liberté ; privilégiant la fidélité à la dynastie, à la différence de Benjamin Constant et Mme de Staël qui dans ces deux chefs-d'œuvre de la littérature politique que sont les *Principes de politique* (1815) et les *Considérations sur la Révolution française* (1818), posèrent comme préalable la sacralité des libertés individuelles, en opposant la fécondité de la rupture de 1789 à son parjure sanglant de 1793. Tout aussi radicaux dans leur défense de la première révolution, les doctrinaires s'attachèrent surtout à poser les bases d'un avenir possible, conjuguant l'ordre et la liberté, en inventant la notion méritocratique de « capacité », seule à même, à leurs yeux, de dépasser la confrontation mortifère entre

souveraineté du peuple et ultracisme. « J'ai défendu tour à tour la liberté contre le pouvoir absolu et l'ordre contre l'esprit révolutionnaire ; deux grandes causes, qui à bien dire, n'en font qu'une car c'est leur séparation qui les perd tour à tour l'une et l'autre », écrit leur chef de file Guizot en frontispice de ses mémoires avant d'ajouter : « Tant que la liberté n'aura pas hautement rompu avec l'esprit révolutionnaire et l'ordre avec le pouvoir absolu, la France sera ballottée de crise en crise et de mécompte en mécompte. C'est ici vraiment la cause nationale. »

On l'aura compris : la connaissance de la Restauration est riche d'enseignements pour comprendre la France moderne. Tout, dans ce voyage dans un passé si présent auquel invite la période, est stimulant, y compris les débats parlementaires, car tout y est politique au sens le plus noble et élevé du terme. Les grands principes en matière de libertés publiques et toutes les questions matricielles relatives à la souveraineté ou à la séparation des pouvoirs y furent posés et débattus avec une liberté de ton qui n'a d'égale que l'élévation dans l'esprit et l'art – oratoire ou écrit – de les mettre en mots. En résumé, la Restauration marqua l'âge d'or de la littérature politique comme en témoigne la qualité des brochures et des mémoires, écrits le plus souvent avec humour, par ses principaux protagonistes.

La période peut être divisée en trois grandes séquences chronologiques qu'il faut présenter succinctement pour la commodité du lecteur¹:

– Les années de crise (1814-1816) séparent la promulgation de la Charte de la dissolution de la Chambre introuvable. Née de l'invasion des Alliés et de la chute de Napoléon, le nouveau régime souffre d'emblée de son identification avec l'étranger et de la faiblesse de son assise, cette dernière aggra-

1. Je me permets, pour de plus amples développements, de renvoyer à notre ouvrage : Benoît Yvert, Emmanuel de Waresquiel, *Histoire de la Restauration, 1814-1830 : naissance de la France moderne*, Paris, Perrin (disponible en « Tempus »), 1996.

vée par la division de ses partisans entre réactionnaires et libéraux, idéologues et pragmatiques. Les tensions qui en résultent ouvrent la porte au retour de l'exilé de l'île d'Elbe. La facilité et la rapidité avec lesquelles s'accomplit le vol de l'Aigle sont une gifle pour Louis XVIII, surtout que l'Empereur a l'intelligence d'utiliser Benjamin Constant pour rédiger un Acte additionnel plus libéral que la Charte et de le faire ensuite approuver par plébiscite. Dépourvu de toute légitimité populaire, affaibli dans sa légitimité constitutionnelle, esseulé à Gand où il s'est réfugié avec ses rares fidèles, le monarque est une nouvelle fois obligé de s'en remettre au verdict des armes. C'est la défaite de Waterloo puis les intrigues de Talleyrand et Fouché qui lui rendent un trône d'autant plus ensanglanté que ses partisans les plus radicaux se livrent, notamment dans le Midi, à une chasse à l'homme contre les bonapartistes réels ou supposés. Difficilement jugulée, cette Terreur blanche de l'été 1815 s'accomplit alors que les alliés victorieux déferlent à nouveau sur le territoire dans un état d'esprit vengeur. Contrairement à la paix quasi blanche de 1814, le traité de Paris sanctionne durement la France, tant en termes de territoires perdus que d'indemnités à verser. La volonté de vengeance se traduit enfin dans les urnes par l'élection d'une chambre ardemment royaliste que Louis XVIII qualifiera d'introuvable. Si elle lui permet de se débarrasser du ministériat du « vice appuyé sur le bras du crime », selon la célèbre formule de Chateaubriand, la majorité ultra indispose rapidement le roi qu'elle compromet par une série de lois liberticides tout en le stigmatisant pour son attachement à la Charte. Par un de ces paradoxes dont notre histoire est friande, les ultras se posent alors en parangon du parlementarisme tandis que les centres, Guizot en tête, défendent en retour la primauté du trône². Mûri par les épreuves et l'exil,

2. Dans sa brochure, *Du gouvernement représentatif et de l'état actuel de la France*, Paris, Maradan, 1816, François Guizot défend avec force la prépondérance du pouvoir royal : « C'est le roi qui veut et agit, qui seul a le droit de vouloir et le pouvoir d'agir. Les ministres sont chargés d'éclairer sa volonté ; c'est pour eux non seulement un devoir, comme dans tous les gouvernements

Louis XVIII sait qu'il ne pourra régner longtemps à partir d'un point de départ aussi catastrophique. Soucieux de pérenniser la dynastie, il sait qu'il ne pourra y parvenir qu'en la dissociant des rancœurs de l'émigration et en la plaçant en position d'arbitre dans cette guerre des deux France à laquelle il entend mettre fin, selon ses propres termes, par une politique « d'union et d'oubli »³. D'où son choix crucial à l'été 1816 de dissoudre la Chambre introuvable pour appuyer son nouveau ministère, dirigé par le duc de Richelieu et son favori Elie Decazes, ce dernier entendant de concert « royaliser la nation et nationaliser la royauté » en rompant sans équivoque avec le pavillon de Marsan, autrement dit Monsieur, futur Charles X, et ses séides.

– Ce pari, courageux et victorieux, ouvre une nouvelle ère, un peu rapidement baptisée « Restauration » libérale⁴ (1816-1820). Elle se résume dans une volonté d'exorciser le passé par une politique de réformes audacieuses, appuyée par une majorité des deux centres, et visant à asseoir la domination de la nouvelle France des notables. La loi électorale de 1817, votée sous l'égide du ministre de l'Intérieur Lainé précède la loi sur le recrutement de Gouvion-Saint-Cyr (1818) et celle sur la presse (1819), établissant la législation la plus libérale en la matière, sous l'égide du Garde des sceaux Hercule de Serre, alors proche des doctrinaires. En regard, Richelieu obtient au congrès d'Aix-la-Chapelle la libération du territoire et réintègre pleinement la France dans le concert des puissances. Plusieurs articles de ce recueil, en particulier celui voué à Decazes, sont

possibles, mais une nécessité qui leur est imposée par leur situation. Sans sa volonté, ils ne sont rien, ne peuvent rien, et quiconque prétend distinguer les ministres du roi, ne travaille, en fait, qu'à les désunir. »

3. On en trouve la quintessence dans la lettre qu'il écrit à son frère pour soutenir son ministère en janvier 1818 : « Le système que j'ai adopté et que mes ministres suivent avec persévérance est fondé sur cette maxime qu'il ne faut pas être roi de deux peuples, et tous les efforts de mon gouvernement tendent à faire que ces deux peuples qui n'existent que trop finissent par n'en former qu'un seul », écrit-il notamment.

4. François Guizot, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, la nomme plus justement à mon avis « gouvernement des centres ».

consacrés à cette période dans la période, la seule où la Restauration vécut véritablement au présent en tentant d'échapper aux fantômes du passé révolutionnaire et impérial qui ne furent malheureusement pas longs à la rattraper puis à l'ensevelir. On arrête, par commodité, cette séquence à l'assassinat du duc de Berry, en février 1820, ce dernier ayant effectivement provoqué la chute de Decazes et, partant, un nouveau virage à droite. En réalité, le ver était dans le fruit depuis la démission de Richelieu fin 1818, ce dernier estimant que la politique de réformes allait trop loin et trop vite. Affaiblie sur sa droite, la majorité des centres subit en regard la radicalisation du parti libéral dont témoignèrent les élections – la chambre se renouvelait alors par tiers tous les ans – de candidats emblématiques de la Révolution, comme Lafayette et surtout Grégoire (1819). Vérifiant une loi récurrente de la politique française, la condamnation du centre, les modérés des deux bords furent débordés par leurs extrêmes sans pour autant avoir le courage, l'envie et la force d'âme de rompre avec eux. Le second ministère Richelieu intégra des ultras fin 1820, condamnant les doctrinaires à l'opposition⁵. Meurtri d'avoir dû sacrifier son favori à la vindicte des ultras, Louis XVIII déclinait et laissait son cadet préparer son futur règne en imposant ses hommes. Epuisé et amer, Richelieu laissait place fin 1821 au premier gouvernement ultra dirigé par Joseph de Villèle.

– La faillite des ultras (1821-1830). D'origine toulousaine, le nouvel homme fort avait gagné ses galons par son habileté tactique et sa maîtrise des finances publiques, atout considérable dans un parti préférant depuis toujours les orateurs aux experts. En tandem avec son ami Corbière au ministère de l'Intérieur, Villèle allait diriger pendant six ans le plus long gouvernement de la période, bénéficiant de la confiance de

5. Lire les deux grands ouvrages politiques de François Guizot : *Du gouvernement de la France depuis la restauration et du ministère actuel*, Paris, Ladvoat, 1820 et *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France*, Paris, Ladvoat, 1821.

Charles X dont l'avènement en 1824 achève de donner tous les pouvoirs aux royalistes « de la veille ». Le pari de Villèle, auquel Guizot rendit hommage dans ses mémoires, consiste à doter l'ultracisme d'une culture de gouvernement afin de gagner le soutien des notables. Outre ses qualités indéniables d'homme d'État, il y fut aidé par l'échec cuisant des conspirations initiées par la charbonnerie, société secrète dirigée par Lafayette, Manuel et une poignée de parlementaires hostiles à la dynastie et dont la radicalité stérile compromit le parti libéral dans son ensemble auprès des électeurs censitaires. Une nouvelle loi électorale, votée dans la foulée de l'assassinat du duc de Berry, avait renforcé le poids de la grande propriété foncière, terreau des ultras, au détriment de la bourgeoisie urbaine, favorable aux libéraux. Aussi progressèrent-ils chaque année tandis que les gauches s'amenuisaient tout en se divisant. Consécutive à l'expédition victorieuse en Espagne de 1823, une nouvelle dissolution permit l'élection d'une chambre « retrouvée » qui marqua le triomphe d'un ministère qui coalisait alors toutes les nuances d'un parti uniquement soudé par son opposition à la Révolution mais dont la force des individualités - de Chateaubriand à Polignac en passant par Bonald et Frénilly - et les réelles divergences politiques compromettaient toute discipline durable. On le vit quand Villèle, ayant toutes les cartes en mains et sous la pression du nouveau monarque, commença à appliquer son programme. Signe du pragmatisme de l'ancien maire de Toulouse, ce dernier ne visait pas tant à restaurer l'Ancien Régime qu'à corriger certains aspects des « acquis » révolutionnaires consolidés par l'Empire dans une optique mal comprise de réconciliation ultérieure. Son pragmatisme était patent dans le projet d'indemnisation des anciens propriétaires spoliés par la législation révolutionnaire - loi stigmatisée sous le sobriquet du « milliard des émigrés » - ou dans sa volonté de favoriser l'aîné lors des successions qui fut aussitôt accusé de restaurer le droit d'aînesse. En revanche, le projet de loi dit « du sacrilège » - qui prévoyait la peine du parricide pour toute profanation d'hostie - ou, en 1827, la dissolution de la garde nationale présentaient un caractère à la fois réactionnaire et radical destiné à satisfaire les ultras les plus zélés qui pullulaient

dans l'entourage du monarque. Au bout du compte, Villèle ne trouva pas le juste milieu entre son aile gauche – en gros le centre-droit puissant à la Chambre des pairs – et son aile droite, ces « pointus » notamment appuyés par la Cour qui l'accusaient de tiédeur et durcirent à dessein toutes les discussions parlementaires pour ouvrir la boîte de Pandore du procès de la Révolution. La réconciliation espérée s'évanouit sous les coups de boutoir auxquels se livrèrent les deux France par discours, articles et brochures interposés, restaurant tous les conflits du passé avec une vigueur nouvelle comme en témoigna par exemple la polémique qui accompagna le sacre de Charles X. Preuve des tensions croissantes, l'histoire des révolutions anglaise et française comme de l'Empire connurent un développement considérable. Davantage que des synthèses – exception faite des travaux novateurs de Guizot sur le Moyen Âge ou l'histoire de la civilisation – la mode était à la publication des mémoires dans une optique ouvertement politique. Le cas est patent avec la sortie en fanfare du *Mémorial* de Las Cases (1823-24) qui triompha de la légende noire impériale jusqu'alors dominante et ouvrit la voie à des dizaines d'autobiographies à succès comme celles de l'ancien conventionnel Thibaudeau (1827) ou de Savary, l'ancien ministre de la Police de Napoléon (1828). Plus largement, le débat autour de la Révolution dominait les esprits comme en témoigna encore la réception des deux premiers volumes de *l'Histoire de la révolution d'Angleterre* de Guizot (1827)⁶. La nostalgie y exprimait avant tout le rejet du présent, enterrant en quelque sorte la Restauration de son vivant.

- Détenteur d'une majorité en peau de chagrin, Villèle tenta de faire du Decazes en combinant la nomination d'une fournée de pairs avec une dissolution. Mais cette dernière échoua, accouchant d'une majorité pour de bon introuvable tant la division à l'intérieur des partis s'était accentuée. L'échec

6. Sans oublier la parution en dix volumes de *l'Histoire de la Révolution française* par Adolphe Thiers.

d'un nouveau gouvernement des centres sous la houlette de Martignac précipita la crise du régime ouverte en réalité depuis cette dissolution manquée. En prenant à l'été 1829 le pari insensé de confier la présidence du Conseil à son vieil ami Polignac, fils de l'ancienne favorite de Marie-Antoinette et chantre d'un royalisme de combat, Charles X jetait consciemment le gant à cette nouvelle France qu'il croyait factice, montée en graine par une poignée de folliculaires. Le dernier roi de France, qui se vantait d'être le seul à ne pas avoir changé d'avis avec la Fayette depuis la Révolution, lui oppose la conviction d'un pays réel rural, catholique et royaliste qui n'existe malheureusement que chez ses courtisans. On reste stupéfait par l'aveuglement du trône et son intransigeance face à une opposition libérale demeurée respectueuse et légaliste comme en témoigne l'adresse des 221 à laquelle il répondit par une nouvelle dissolution dont l'échec le condamna à la fuite en avant des quatre ordonnances liberticides de juillet 1830 qui constituaient un véritable coup d'État. Contrairement à 1789, c'était le trône qui recourait à la violence, sans avoir les moyens de sa radicalité eu égard à la faiblesse des effectifs militaires dévolus à Marmont dans la capitale. En tombant du côté où il penchait, selon la belle formule de Charles de Rémusat⁷, le dernier roi France condamnait sa légitimité en croyant la sauver. Après avoir répété à satiété qu'il ne serait pas faible comme Louis XVI et monterait à cheval pour défendre ses droits, Charles X se montra incapable de réagir et finit par prendre le chemin de l'exil, finalement protégé par le souvenir de son aîné qui le garantissait auprès de Louis-Philippe. Celui-ci voulait bien ramasser la couronne dans le ruisseau, pour paraphraser une formule célèbre de Napoléon, mais pas dans le sang d'un nouveau régicide. Obsédé par le souvenir de son père, Philippe-Egalité, le « dernier roi possible » voulait comme tant d'autres

7. Dans son magistral ouvrage, *Politique libérale, ou Fragments pour servir à la défense de la Révolution française*, Paris, Michel-Lévy frères, 1860. Le même résume avec finesse : « C'est la légitimité qui a perdu la monarchie légitime ».

terminer la Révolution par l'instauration d'une monarchie plus équilibrée et ancrée dans la tradition révolutionnaire ainsi que le souligna l'adoption du drapeau tricolore et la titulature de « roi des français » qui avait été celle de Louis XVI après l'adoption de la Constitution de 1791. Ambition noble mais illusoire comme allait le montrer la suite de l'histoire.

Ce résumé aura sans doute prouvé à quel point la Restauration n'est pas un long fleuve tranquille et un peu rébarbatif mais bien une des périodes les plus riches et foisonnantes de notre passé où la qualité des acteurs répond à la puissance des idées, toutes familles politiques confondues. Elle ne pouvait qu'attirer un jeune historien passionné par l'histoire des idées politiques et naturellement porté – fruit des lectures napoléoniennes de sa jeunesse – vers le genre biographique. Le présent recueil, dont l'idée et le titre reviennent à son éditeur Guy Stavrides, rassemble des textes destinés à des supports volontairement divers : revues spécialisées et grand public, colloques, livres collectifs. Ils ont été publiés pour la plupart sous l'égide de Jean Tulard et François Furet, les deux maîtres successifs d'un lecteur compulsif qui doit sa vocation d'historien à la lecture précoce d'André Castelot et a, à ce titre, toujours refusé la séparation de sa discipline entre une histoire grand public et les tenants d'une histoire savante uniquement destinée aux initiés. La pédagogie, si elle présuppose la connaissance, exige la simplicité et la volonté de toucher le plus large public possible, sauf à vouloir réserver l'histoire aux seuls historiens et, partant, à la condamner. Or notre période - comme toutes celles marquées par une crise profonde – a plus que jamais besoin de puiser dans le riche répertoire de notre passé pour tenter d'éclairer le présent sans se laisser abuser par les anachronismes ni désabuser par une tendance à l'auto-flagellation, qui sont les deux mêmes faces d'un monde sans repères.

PS : Outre Guy Stavrides, je tiens à remercier Grégoire Kauffmann qui a lui aussi relu et corrigé l'ensemble des textes.

Repères chronologiques

1814

12 mars : ralliement de Bordeaux aux Bourbons.

6 avril : abdication de Napoléon.

20 avril : adieux de Fontainebleau.

4 juin : octroi de la Charte par Louis XVIII.

1815

1^{er} mars : Napoléon débarque au golfe Juan, début du vol de l'Aigle.

20 mars : arrivée de Napoléon à Paris, début des Cent-Jours.

1^{er} juin : à l'occasion de l'assemblée du Champ de Mai, proclamation de l'acceptation par plébiscite de l'« Acte additionnel aux constitutions de l'Empire ».

9 juin : acte final du Congrès de Vienne.

18 juin : Waterloo.

22 juin : seconde abdication de Napoléon, formation d'un gouvernement provisoire dominé par Fouché.

8 juillet : retour de Louis XVIII à Paris ; formation d'un ministère dirigé par Talleyrand (pour lequel est créée la fonction de président du Conseil) avec Fouché à la Police.

Août : élection de la Chambre introuvable

24 septembre : formation du premier ministère Richelieu avec Decazes à la Police.

- 15 octobre : Napoléon débarque à Sainte-Hélène.
29 octobre : vote de la loi de sûreté générale.
9 novembre : vote de la loi sur les cris et écrits séditieux.
20 novembre : second traité de Paris qui ramène la France à ses frontières de 1790.
7 décembre : exécution de Ney.

1816

- Janvier : loi dite d'« amnistie » contre les « coupables » des Cent-Jours, apogée de la Terreur blanche légale.
5 septembre : dissolution de la Chambre introuvable contre laquelle Chateaubriand proteste dans *De la monarchie selon la Charte*. Victoire des modérés ministériels aux élections.

1817

- 5 février : vote de la loi Lainé qui assure le pouvoir des notables en établissant le cens à trois cents francs.

1818

- 10 mars : loi Gouvion-Saint-Cyr sur le recrutement.
Avril : parution des *Considérations sur la Révolution française* de Mme de Staël.
30 novembre : libération du territoire.
Décembre : crise ministérielle. Richelieu démissionne, formation d'un ministère Dessoles dominé par Decazes à l'Intérieur.

1819

- Avril-mai: lois De Serre sur la presse. Apogée de la « Restauration libérale ».